

La crise globale du capitalisme  
Le néo-keynésianisme, de droite ou de  
gauche, fait payer le prolétariat ;  
L'anticapitalisme fait payer le capital  
financier

Marc Bonhomme

Économiste et  
militant anticapitaliste de Québec solidaire

| <i>TABLE DES MATIÈRES</i>   |         |
|---|---------|
| Introduction : le néo-keynésianisme prend la relève du néolibéralisme     | page 2  |
| Fini le mirage de l'exception canadienne et québécoise                    | page 3  |
| La production manufacturière reste la locomotive de l'économie...         | page 6  |
| ...et le sauvetage des banques un inutile baril sans fond                 | page 7  |
| Sauver les banques n'est pas une affaire rentable pour l'État             | page 8  |
| La cause de la crise : économique ou financière ?                         | page 11 |
| Néo-keynésianisme de droite et de gauche : plus semblables que différents | page 12 |
| Des miettes pour les services publics et les programmes sociaux           | page 13 |
| Un anticapitalisme mondial sans stratégie                                 | page 14 |
| Fausse pistes : chèque citoyen, économie sociale et décroissance          | page 16 |
| Productivisme ou accumulation du capital ?                                | page 17 |
| L'anticapitalisme capitaliste d'Hervé Kempf                               | page 19 |
| Le grand oublié : la lutte des classes                                    | page 20 |
| Le surgissement du nationalisme économique                                | page 21 |
| Des Internationales gangrenées par le nationalisme                        | page 22 |
| La révolution permanente revisitée  | page 24 |
| ANNEXE : Un possible programme anticapitaliste pour le Québec             | page 26 |
| • Exproprier le capital bancaire  | page 26 |
| • L'indépendance contre le capital financier et rentier                   | page 27 |
| • Cent milliards \$ d'infrastructures écologiques sur cinq ans            | page 28 |
| • La solidarité prolétarienne en lieu de la consommation de masse         | page 32 |
| • À des crises mondiales, une solidarité mondiale                         | page 34 |

14 février 2009

## **Introduction : le néo-keynésianisme prend la relève du néolibéralisme**

Autant le capitalisme était néolibéral, autant il est devenu néo-keynésien repoussant à la marge, à droite et à gauche, tant les néo-conservateurs que les anticapitalistes. Bien sûr, la grande famille néo-keynésienne, unie autour de son objectif de sauver le capitalisme, a son aile droite comme son aile gauche. La première cherche à sauver les banques pour en revenir au néolibéralisme d'antan, la deuxième à faire muer le capitalisme néolibéral en un capitalisme « vert » et même social pour faire des champs de l'écologie, de la santé et de l'éducation les fers de lance de l'accumulation du capital.

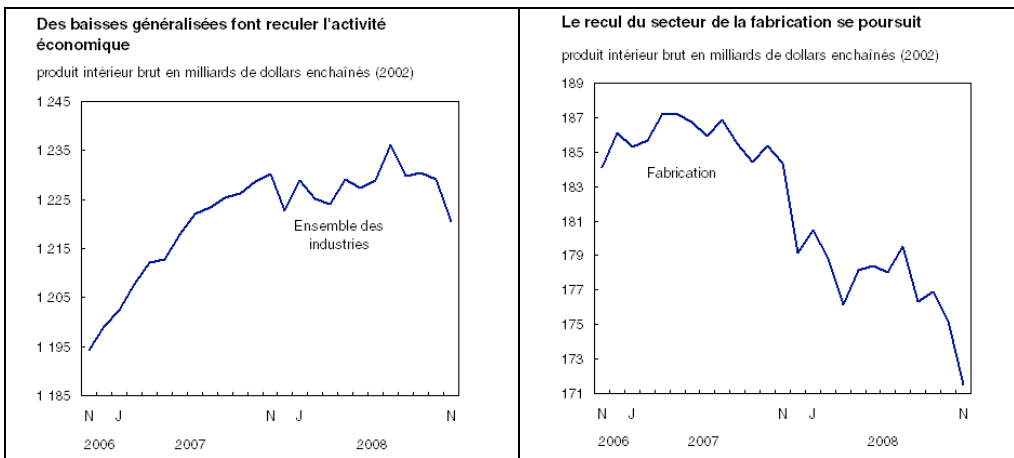
Cependant, aucune de ces ailes n'a comme but non seulement de démocratiser le contrôle des moyens de production et de circulation — ce serait là exproprier le capital — ni même de remettre en cause l'inégale redistribution des richesses et des revenus à laquelle a abouti le néolibéralisme. Quant à répondre par l'accumulation du capital aux nouveaux besoins sociaux de production écologique d'énergie et de transport, et de services publics, il y a là une insoluble contradiction pour le capitalisme. Ces besoins exigent soit une réduction de la production (énergie et transport) soit une réduction de la consommation de biens tangibles car la santé, l'éducation et la culture exigent ou de moins consommer ou de prendre son temps.

La politique des gouvernements canadien et québécois relève de l'aile droite néo-keynésienne. Son aile gauche n'est au pouvoir nulle part mais s'exprime tant dans la gent économique la plus radicale, par exemple le récent prix Nobel et commentateur du New York Times Paul Krugman, que dans l'aile modérée du mouvement altermondialiste. Quant au gouvernement Obama, il tente une réconciliation générale de ces deux ailes en s'appuyant sur les Démocrates clintoniens et de plus en plus en tentant de s'associer les Républicains modérés malgré leur quasi inexistence.

## Fin le mirage de l'exception canadienne et québécoise

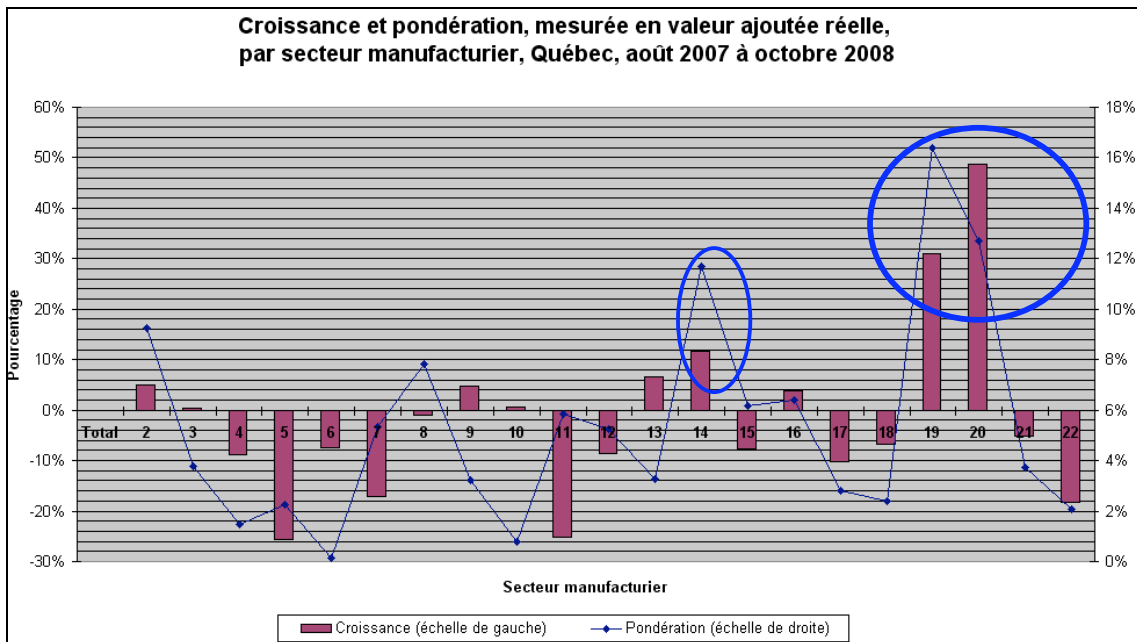
Le renoncement forcé du gouvernement du Canada à présenter un budget équilibré avec baisse d'impôts en novembre dernier a sonné le glas des politiques néolibérales au sein des pays impérialistes peut-être même du monde. Pour l'instant, la fortune de l'axe Toronto-Calgary a suivi la pente descendante du prix du pétrole redonnant du poil de la bête à l'axe traditionnel Ontario-Québec sur lequel s'appuie le parti Libéral. Les Conservateurs ont dû s'ajuster à la nouvelle donne Obama que lui a transmis l'électrochoc de la coalition morte-née Libéral/NPD/Bloc.

Les dernières statistiques portant sur novembre 2008 (voir graphiques) viennent d'ailleurs d'en finir avec la prétendue exception canadienne malgré l'imbattable jovialisme de la Banque du Canada. Pas plus que les partis Conservateur ou Libéral s'appuyant sur leurs axes économiques respectifs, celle-ci est incapable de réaliser que l'alliance stratégique de la bourgeoisie canadienne avec celle des ÉU depuis la Déclaration d'Ogdensburg en 1940 est en train d'irréremédiablement entraîner le Canada dans le sillage du périllement de la puissance étasunienne avec toutes les conséquences économiques de son nationalisme économique dont le récent retournement négatif de la balance commerciale canadienne n'est qu'un signe avant-coureur.



Source : Quotidien de Statistique Canada, 30 janvier 2009

Le démenti à propos de la prétendue exception québécoise a suivi quoique avait prétendu le jovialisme de Desjardins et de la Banque Nationale. L'économie québécoise avait été relativement sauvée par l'industrie du matériel de transport hors automobile (camions, chemin de fer, métro, autobus) et aéronautique et quelque peu par celle de l'aluminium :



# Secteur manufacturier

Total Fabrication, total

2 Fabrication d'aliments

3 Fabrication de boissons et de produits du tabac

4 Usines de textiles et de produits textiles

5 Fabrication de vêtements

6 Fabrication de produits en cuir et de produits analogues

7 Fabrication de produits en bois

8 Fabrication de papier

9 Impression et activités connexes de soutien

10 Fabrication de produits du pétrole et du charbon

11 Fabrication de produits chimiques

12 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique

13 Fabrication de produits minéraux non métalliques

14 Première transformation des métaux

15 Fabrication de produits métalliques

16 Fabrication de machines

17 Fabrication de produits informatiques et électroniques

18 Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques

19 Fabrication de matériel de transport

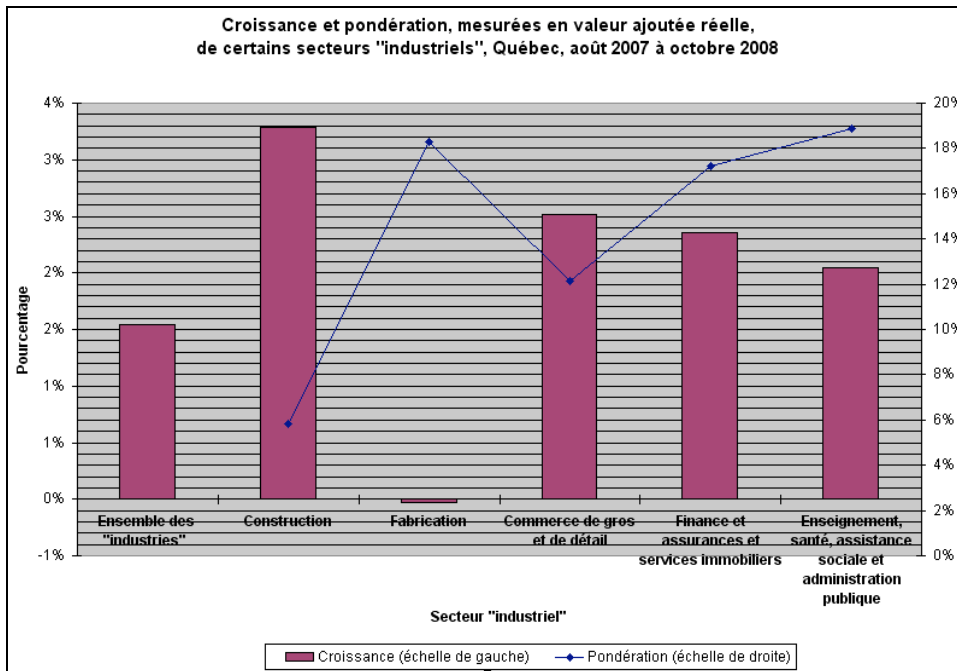
20 Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces

21 Fabrication de meubles et de produits connexes

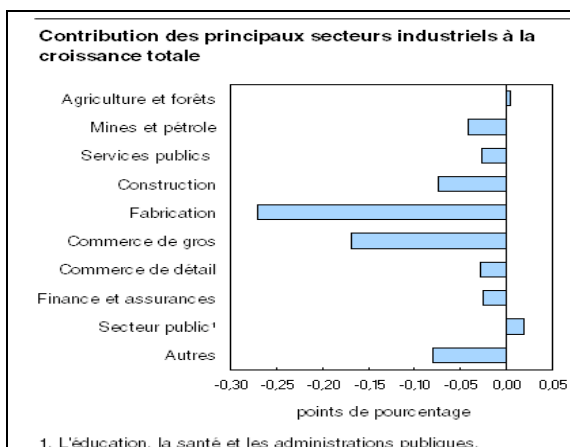
22 Activités diverses de fabrication

Source des données : Institut de la statistique du Québec

On connaît les récentes mauvaises nouvelles au sujet de l'industrie de l'aluminium du côté de Rio Tinto. Seul l'importance des carnets de commande servait encore de tampon protecteur à la production courante de l'industrie de transport aérien. Les mises à pied de Bell Hélicoptère, de Bombardier et de Pratt et Whitney annoncent son entrée dans la crise. On pourrait se consoler en misant sur les secteurs hors fabrication devenue minoritaire au cours du XX<sup>ie</sup> siècle dans les pays impérialistes dont le Canada/Québec :



Les statistiques de canadiennes portant sur le mois de novembre 2008 viennent de démontrer que la plupart de ces secteurs sont entraînés vers le bas suite à celle de la production manufacturière (voir le graphique suivant). En résulte que de janvier à janvier, le taux d'emploi canadien et québécois baissent tous deux d'un peu plus de 1.5% dont 0.5% pour le seul mois de janvier 2009.



Source : Quotidien de Statistique Canada, 30 janvier 2009

## **La production manufacturière reste la locomotive de l'économie...**

La réalité remet en question la théorie libre-échangiste de l'avantage comparatif qui ne distingue pas de secteurs moteurs et, à contrario, redonne vie à la théorie marxiste des secteurs productifs (de plus-value). Pour la première prime l'allocation du capital selon le taux de profit quelque soit la source première de la plus-value issue, rappelons-le, du temps de travail non payé dont la quantité dépend à la fois de la productivité de la force de travail et de sa rémunération.

L'évolution de l'intervention étatique contre la crise témoigne de l'inefficacité du soutien au capital financier, qui ne crée pas de valeur, comme levier de relance même si leur sauvetage, pour le capitalisme, reste indispensable comme lieu de direction stratégique de l'économie. Par contre, le sauvetage de l'industrie de l'automobile, créateur de valeur et cœur de la matrice manufacturière mondiale, s'est imposé contre la volonté étatique comme mesure défensive indispensable pour éviter une implosion catastrophique de la crise.

Pour la première théorie, que la plus-value soit créée en Chine, réalisée sur le marché étasunien mais accaparée ou contrôlée à Wall Street n'a aucune importance... jusqu'à ce que survienne la crise. Pour la seconde théorie, si elle admet que la dichotomie entre lieu de production et lieu de réalisation cause à la classe dirigeante chinoise (et des autres pays du BRIC) un problème d'ajustement, elle laisse entrevoir un rééquilibre lié à l'intensité de la poussée des luttes de classe en Chine et dans les autres pays dépendants, pour y créer un pouvoir d'achat ajusté au développement des forces productives.

Comme l'Amérique du Sud est l'actuel fer de lance de la lutte sociale dans les pays dépendants, c'est une raison de plus pour « appuyer les mesures positives adoptées par ces gouvernements [qui ont mené à bien des réformes positives comme la nationalisation de secteurs vitaux de l'économie et de réformes constitutionnelles démocratiques] tout en maintenant leur capacité de critique à leur égard. » (Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social mondial 2009)

Pour l'instant, le nœud de la lutte mondiale de classes demeure les luttes de libération nationale du Moyen-Orient lesquelles, malgré le caractère droitier et souvent réactionnaire de leurs directions, fournissent au prolétariat mondial un espace politique pour gagner des positions contre la bourgeoisie impérialiste. Le résultat ultime de la lutte sociale mondiale sera fonction, d'une part, de la profondeur et de la longévité de la crise économique tout comme de la vitesse de déploiement de la crise écologique et, d'autre part, de la progression politique et organisationnelle de l'anticapitalisme et de l'internationalisme.

### **...et le sauvetage des banques un inutile baril sans fond**

Malgré la guerre économique préventive contre la crise depuis août 2007, surtout depuis septembre 2008, l'élargissement et l'approfondissement de la crise se sont accélérés y compris un nouveau rebondissement au moment d'écrire ces lignes. Les bourgeoisies ont jusqu'ici engagé et partiellement déboursé environ dix billions (dix mille milliards) de dollars US pour le sauvetage des institutions financières dont sept billions pour les ÉU (Claude Chiasson, *Le Devoir*, 27/01/09), soit environ 15% du PIB mondial. Après le nouveau plan du gouvernement Obama auprès des banques, les engagements du gouvernement étasunien sont maintenant de 8.8 billions \$ et les déboursés jusqu'ici de 2 billions \$ (*New York Times* 11/02/09).

Ces engagements ayant été sans effet sur l'économie sauf à prévenir des banqueroutes bancaires, les onze plus grandes économies du monde ont lancé des plans de relance totalisant en moyenne 3.6% de leur PIB dont 1.5% à être dépensé cette année, davantage aux ÉU, au Japon et en Chine, moins en Europe continentale et au Canada. Leur déficit budgétaire combiné sera cette année de 7% du PIB comparé à 2% en 2007 (*The Economist*, 29/01/09). À cela s'ajoute le plan de relance Obama de 800 milliards \$ égale 5.6 % du PIB étasunien, qu'il faudra additionner au déficit automatique, dû à la récession, déjà de 3.2% du PIB en 2008, soit l'équivalent relatif du Plan Marshall ou du premier plan de relance du New Deal en 1933 (*Globe and Mail*, 11/02/09 et *The Economist*, 7/02/09).

Le nouveau plan étasunien de sauvetage des banques capitule devant les banques tout en mécontentant Wall Street tellement il cherche à ménager le chou et la chèvre. Il n'ose pas dire que c'est l'État qui devra subventionner les *vulture funds* pour acheter aux banques les produits toxiques à un prix bien au dessus de leur valeur marchande. Comme le dit Paul Krugman dans son blog : « *Soyons clairs, c'est tout simplement du socialisme citron : socialiser les pertes et privatiser les profits. [...] La meilleure chose à faire serait de temporairement nationaliser les banques.* » Si un néo-keynésien le dit...

Il en est de même pour le plan de relance Obama qui mécontente à la fois la gauche démocrate, par la timidité de ses dépenses sociales et de son tournant vert, et l'ensemble des Républicains à quelques exceptions près par son ampleur et, à leurs yeux, d'insuffisantes mesures fiscales. De commenter Krugman dans une de ses chroniques du *New York Times* : « *pour apaiser les centristes, un plan déjà trop restreint et visant trop d'inefficaces baisses d'impôt a été rendu encore plus restreint et visant encore plus les baisses d'impôt...* » En fait, le plan de relance Obama est bien moindre que les deux billions \$ de rabais d'impôt de la présidence Bush fils et le billion \$ qu'a coûté jusqu'ici la guerre et l'occupation de l'Irak (Paul Krugman, *New York Times*, 12/02/09)

Le Canada n'est pas en reste qui annonce, dans son dernier budget, que 200 milliards \$CDN ont été et seront consacrés au sauvetage des institutions financières, toutes avances de fonds hors budget donc non votées sous prétexte qu'elles seront soit non utilisées ou recouvrées lors de la prochaine période de prospérité. C'est sans doute la raison pour laquelle les banques canadiennes maintiennent le paiement de leurs dividendes à la hauteur de 75% de leurs profits.

S'y ajoute un plan de relance de 40 milliards \$CDN sur deux ans, qui laisse à peu près tomber les infrastructures écologiques et scientifiques tout en faisant la part belle aux baisses d'impôt, sans compter la partie du déficit due aux stabilisateurs automatiques. À remarquer que néo-keynésianisme droitier du gouvernement canadien est quand même à gauche de la position du gouvernement du Québec qui vient d'admettre le 11 février que son prochain budget ne sera pas équilibré contrairement à sa position jusqu'ici.

Déjà, le capital bancaire exige une importante prime de risque de certains États impérialistes les plus fragilisés (Italie, Grèce, Espagne, Irlande...), sans compter les pays dépendants, même si les prêts souverains sont devenus sa seule porte de sortie pour la rentabilisation de ses capitaux. Les institutions financières prêtent à l'État pour qu'il les sauve. C'est là la forme pure de la socialisation des pertes et de la privatisation des profits tout comme le profit bancaire (A-A') l'est par rapport au profit manufacturier (A-M-A').

En cyniques pompiers pyromanes, le capital bancaire prend prétexte des plus récentes statistiques pour justifier ses primes de risque. La Banque mondiale n'a pas eu d'autre choix que de prédire un taux de croissance négatif pour les pays impérialistes en 2009 même si elle persiste à encore prédire un taux de croissance mondial (à peine) positif. Pourtant les plus récents estimés statistiques est-asiatiques révèlent que le PIB de la Corée du Sud et de Taiwan (et de Hong Kong et de Singapour) ont décréu en moyenne de 15%, en taux annuel, au quatrième trimestre de 2008, que celui équivalant de la Chine est stagnant (The Economist, 29/01/09) contre un taux de plus de 10% il y a un an.

### **Sauver les banques n'est pas une affaire rentable pour l'État**

On objectera que les sommes pharamineuses engagées par l'État pour sauver les banques sont un investissement, et non une dépense, qui seront remboursées, plus un profit, une fois l'économie rétablie.

On cite souvent l'exemple de la Suède lors de sa crise financière du début des années 90. C'est d'abord oublier que le gouvernement suédois n'a pas craint de ruiner les actionnaires des banques en les nationalisant à un prix de marché fortement dévalué. C'est ensuite ne pas tenir compte que la crise financière suédoise était uniquement nationale, même si elle prenait place dans le contexte

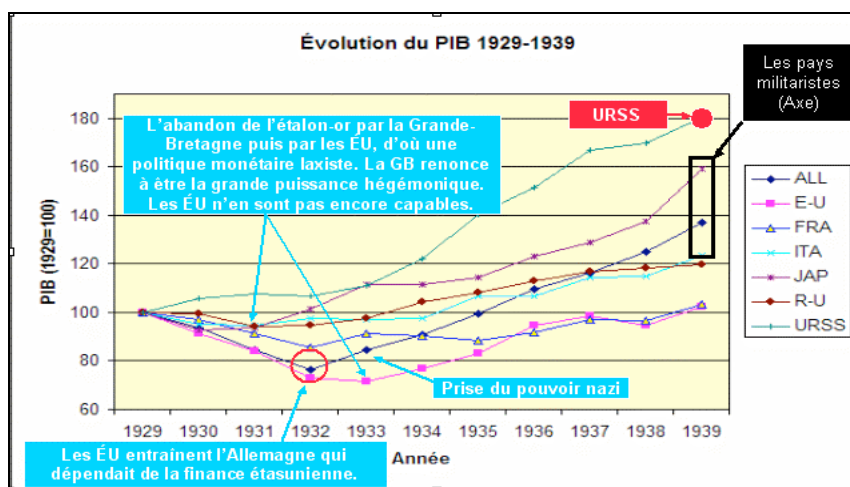


de la crise économique du début des années 90, et que sa petite économie a profité de la reprise mondiale qui débuta en 1993, ce qui permis une rapide revalorisation des actifs problématiques.

Aujourd'hui, on a affaire à une crise financière globale sur fond d'une crise économique mondiale la pire depuis celle des années 30. Si le jovialiste capital financier pense que l'État fait une bonne affaire en rachetant ou en garantissant les actifs toxiques des banques pourquoi ne le fait-il pas lui-même ? Parce qu'il sait très bien que son jovialisme public cache un état de panique devant un capital fictif non pas de quelques centaines de milliards mais de quelques billions qui ne vaut plus rien.

Nouriel Roubini, un économiste académique présent à Davos qui avait été un des rares à prédire la crise financière, estime à 3.6 G\$ les pertes mondiales des institutions financières — le FMI les évalue à 2.2 G\$ — dont 1.8 G\$ pour les seules banques étasuniennes. De plus, cet estimé fait l'hypothèse que le PIB des ÉU ne baissera que de 5% et que son taux de chômage ne sera pas plus de 9% (New York Times, 12/02/09) Hypothèse optimiste quand on sait que jusqu'ici « la réponse de l'administration Obama à la crise économique rappelle trop celle du Japon des années 1990 : une expansion fiscale assez importante pour éviter le pire mais pas assez pour amorcer une reprise ; assez pour soutenir le système bancaire mais qui se refuse à les forcer à faire face à leurs pertes. » (Paul Krugman, New York Times, 13/02/09)

Le capital est incapable de prédire l'avènement d'une nouvelle période de prospérité car il sait très bien que la crise/dépression des années 30 a duré plus de dix ans aux ÉU, où elle fut particulièrement profonde, et ailleurs (voir graphique suivant) et qu'il a fallu la catastrophique Deuxième guerre mondiale, avec ses Holocaustes et Hiroshima, suivie d'une poussée révolutionnaire que le capital a dû vaincre au prix d'énormes dépenses militaires, devenues endémiques, et de gargantuesques concessions salariales et sociales, que le néolibéralisme a charcutées mais non pas déracinées.



Source : Wikipédia et l'auteur (commentaires)

Alors ne reste plus que l'État, son État faut-il le préciser, pour sauver le capital. Pour masquer l'ampleur des sommes engagés, et qui seront dépensés au fur et à mesure de l'approfondissement de la crise et de la longue dépression qui suivra, les gouvernements maintiennent la fiction comptable que le sauvetage des banques sont des placements et non des dépenses. On connaît la créativité de la comptabilité bourgeoise qui joue avec valeurs aux livres versus valeurs marchandes, le périmètre de la comptabilité publique, les pirouettes investissements versus dépenses courantes et, *last but not least*, le jeu des filiales dans les paradis fiscaux pour cacher des profits ou des pertes.

Il faudrait ici un peu de bon sens prolétarien. On peut aider financièrement un proche, en avançant l'argent immédiatement que ce soit sous forme de don, l'équivalent d'une dépense, ou sous forme de prêt avec ou sans intérêt, l'équivalent d'un placement subventionné ou non. On peut apporter sa garantie auprès du prêteur (ex. endossement d'un chèque), l'équivalent d'un engagement. Dans l'un ou l'autre cas, un individu responsable aura en sa possession les actifs liquides ou au moins tangibles nécessaires qu'il ne pourra pas engager pour d'autres fins.

Un gouvernement responsable ne peut pas non plus en principe dépenser socialement les sommes engagés pour d'autres fins. S'il le fait, sur la base d'emprunts garantis par de futures entrées fiscales, il apeure les bailleurs de fonds car les gouvernements centraux, contrairement aux individus, aux entreprises et aux gouvernements provinciaux, ont le privilège souverain d'émission monétaire par l'intermédiaire de la Banque centrale (mais elle laisse aux banques privées que cependant elle régulent, peu ou beaucoup, la capacité de création monétaire par l'intermédiaire de la chaîne multiplicatrice dépôts-prêts-dépôts...).

Les gouvernements, en autant que leurs emprunts sont en monnaie nationale, ont donc la possibilité d'avoir recours à la dite « planche à billets », c'est-à-dire que la Banque centrale émet des créances (bons, obligations) auprès du gouvernement et crée un dépôt en contrepartie en sa faveur. (À remarquer que l'échange ou la garantie de liquides créances gouvernementales que la Banque centrale possède déjà dans son actif contre les produits toxiques des banques est de la quasi émission monétaire.) On devine que le capital financier craint ce processus comme la peste puisque c'est sa richesse en placements mobiliers qui fondrait comme neige au soleil.

Reste que le capital financier, en ses temps de *credit crunch*, n'a plus que l'État comme emprunteur fiable. Il est trop heureux d'invoquer la peur inflationniste pour justifier l'augmentation des dites primes de risque surtout pour les gouvernements des pays dépendants et des pays impérialistes de seconde zone à balance déficiente de leur compte courant ou/et à déficit public problématique. Le paradoxe de cette situation sont les ÉU qui, malgré un compte courant en

déficit abyssal, voit quand même sa monnaie garder sa valeur et même souvent s'apprécier par rapport aux autres monnaies parce que le dollar, comme monnaie mondiale, reste une valeur refuge, la dernière digue avant l'or, la seule matière première dont le prix n'a pas plongé.

Autrement dit, les ÉU en gardant le pouvoir de déclencher une inflation mondiale détiennent un immense pouvoir de chantage. De la même manière qu'ils ont créé le chaos de la guerre civile en Iraq pour ne pas assumer leur échec militaire, ils pourraient ultimement créer un bordel monétaire et ultimement économique pour ne pas assumer la remise en cause de leur hégémonie. La première étape n'en est-elle pas d'ailleurs le retour du protectionnisme apparu dans le plan de relance d'Obama ? En attendant, les banques s'enrichissent en prêtant à l'État pour qu'il les sauve.

### **La cause de la crise : économique ou financière ?**

La grande crise des années 30 n'est-elle qu'un fantasme ou est-ce que la valse des billions sera suffisante pour arrêter la crise en 2010 ou même à la fin de 2009 comme le prétendent les jovialistes ? Le néo-keynésien de gauche Paul Krugman en doute :

*« Disons-le franchement : Tout ça a terriblement l'air du début d'une seconde Grande Dépression. [...] Mais les mesures de M. Obama ne sont pas à la hauteur de son diagnostic. Son plan de relance n'est pas à la hauteur de son discours sur la menace économique. En fait, c'est moins que ce qu'il faut. »*  
(Chroniques dans le New York Times, 5 et 8 janvier 2009)

opinion qui semble largement partagée :

*« Étant donné l'échelle du récent ralentissement — le pays a perdu 1.5 million d'emplois dans les derniers trois mois de 2008, et l'économie durant cette période a reculé de 6% par rapport à la même période de 2007 — les économistes doutaient beaucoup de la capacité du plan économique de surmonter les difficultés. »* (New York Times, 9 janvier 2009)

On peut être jovialiste quand on donne une cause financière à la crise car il ne s'agit alors que d'apporter des correctifs à l'encadrement financier, au pire de le restructurer. On ne peut pas l'être quand on comprend que la raison d'être de la crise se situe dans l'économie réelle, plus exactement qu'elle est une crise de surproduction amplifiée par le dérapage de la finance. C'est la stagnation salariale mondiale depuis une génération, que n'arrivent plus à combler ni l'enflure de l'endettement qui finançait le manque à gagner, ni la bulle spéculative qui recyclait les profits en grève d'investissement, qui est le fondement de la crise. Régler la crise et surtout l'empêcher d'être suivie par une longue dépression appelle alors soit la création d'un nouveau pouvoir d'achat, ce qui ne signifie pas nécessairement une nouvelle consommation de masse, soit une réduction du temps de travail sans perte de salaire dont la répartition entre part individuelle et part sociale est à déterminer démocratiquement.

Les néo-keynésiens, de droite comme de gauche, qui veulent tous sauver le capitalisme sans redistribution significative des revenus, sauf à maîtriser la pauvreté pour raison d'éviter un chaos social, ont le défi de résoudre la contradiction entre accumulation du capital et réalisation de la valeur. Ce défi suppose un taux de croissance positif au moins égal au taux de croissance de la population sinon davantage pour tenir compte de la croissance de la productivité du travail induite par la loi de la concurrence. La droite croit à l'utopie réactionnaire d'un retour à un système néolibéral d'endettement/spéculation sans dérapage contrairement à l'expérience historique qui démontre le caractère explosif de toute logique spéculative du fait même de sa stérilité en termes de création de valeur. La gauche néo-keynésienne, nostalgique des « trente glorieuses » et consciente du défi écologique, rêve d'un « capitalisme vert »... mais comment le financer tout en le réconciliant avec l'accumulation ?

### **Néo-keynésianisme de droite et de gauche : plus semblables que différents**

Pour les uns comme pour les autres, la maîtrise de la lutte de classe est indispensable y compris celle des luttes anti-impérialistes. Personne ne remet en question ni les dépenses militaires ni les dépenses sécuritaires dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Tout au plus, la gauche néo-keynésienne voudrait-elle employer davantage de moyens sociaux... mais la droite n'y est pas nécessairement opposée après l'échec de la stratégie de la guerre préventive des néo-conservateurs et maintenant que le contrôle de la pauvreté est devenue indispensable avec le déploiement de la crise.

Pour les uns comme pour les autres, le sauvetage des banques est aussi incontournable parce que les institutions financières sont au cœur du capital financier depuis belle lurette. Impossible donc de faire l'économie de la valse des billions même si la gauche en viendrait plus facilement à la solution de la nationalisation temporaire des banques, et son corollaire de pénalisation des actionnaires et des spéculateurs... quoique, en dernier recours, la droite n'y est pas opposée en principe.

Reste que la gauche néo-keynésienne, contrairement à la droite, préfère la politique fiscale à la politique monétaire... une fois épuisée la solution de la baisse des taux d'intérêt à court terme. Il ne s'agit pas pour elle d'une opposition manichéenne entre bon capitalisme industriel et mauvais capitalisme bancaire mais de sauver les banques en sauvant ses clients... une fois épuisées les possibilités du secours monétaire direct... mais sans y renoncer pour autant en parallèle. À cet égard, la droite finit elle aussi par se résigner à cette approche une fois consommé l'échec de la sienne.

Le débat se transporte alors sur la nature de la politique fiscale. La gauche privilégie les dépenses gouvernementales et la droite les rabais fiscaux surtout

ceux sur le revenu, des particuliers mais aussi des entreprises. La gauche invoque la supériorité multiplicatrice des premières et la droite la rapidité de l'effet des seconds. Tous se réconcilient en combinant dépenses d'infrastructures haussant à terme la productivité, loi de la compétitivité oblige, et rabais fiscaux pour les « classes moyennes »... dont les couches les plus riches profitent le plus.

Pointe alors un nouveau débat sur la nature des dépenses d'infrastructures. La gauche favorise celles préparant une mue écologique et technologique, la droite celles préparant le retour à l'expansion de l'ordre ancien. Tous se réconcilient sur la nécessité de réparations majeures des vieilles infrastructures de l'époque des trente glorieuses et abandonnées à leur sort durant l'ère néolibérale.

### **Des miettes pour les services publics et les programmes sociaux**

Sont bien oubliés ou marginalisés dans tous ces débats les « infrastructures » sociales (santé publique, éducation primaire et secondaire, logement social, garderies, services sociaux) et les programmes sociaux (assurance chômage, aide sociale, sécurité de la vieillesse...). Pourtant leur effet multiplicateur et leur rapidité en termes d'effets économiques sont imbattables. De plus, cette approche répondrait aux besoins sociaux les plus pressants et les plus généralisés dans les pays développés, la demande en produits tangibles étant satisfaite pour la majorité quoique mal (ex. la malbouffe, les bungalow, les automobiles, les gadgets).

La priorité aux services publics et aux programmes sociaux fournit aussi une première ligne de défense face à l'anti-écologique consommation de masse. Les services publics sont en général moins énergivores et moins polluants que la production tangible, de même les produits tangibles de première nécessité vis-à-vis les produits de luxe. De plus, leur « consommation », mais le mot est ici impropre, exige de prendre du temps — le temps de la lecture, de la culture, de l'étude, de l'exercice physique — et exige de moins consommer de biens tangibles pour rester en santé, pour ne pas perdre son temps à entretenir toute une panoplie de biens dit durables et souvent conçus pour ne pas durer.

Consciemment ou paradoxalement, les solutions néo-keynésiennes à la crise, de gauche ou de droite, nuisent au développement des infrastructures sociales et aux programmes sociaux, et même aux nouvelles technologies dont celle plus écologiques. Côté économie privée, la restriction du crédit et la chute de la demande solvable ralentissent le développement de l'efficacité énergétique et des énergies éoliennes et solaires, de la recherche-développement et du financement privé de l'éducation supérieure, tous significatifs aux ÉU.

Côté économie publique, malgré la croissance des déficits et les plans de relance, le tarissement des sources d'imposition et la compétition des dépenses

militaires/sécuritaires, du sauvetage des banques, qui exerce une pression fiscale indirecte, des rabais d'impôt et des nouvelles dépenses d'infrastructures capitalistement utiles frappent de plein fouet les autres dépenses publiques. L'aide sociale stagne aux ÉU malgré la hausse du chômage, les coûts des transports publics y sont à la hausse et les services à la baisse malgré une demande accrue. Idem à Montréal où le service de trains de banlieue est en crise.

Au Canada, les transferts aux provinces pour l'aide sociale sont à la baisse sans compter le sérieux ralentissement des paiements de péréquation permettant l'égalisation toute relative des services publics et des programmes sociaux entre provinces. Le régime fédéral d'assurance-chômage qui n'atteint pas la moitié des sans travail n'a pas été bonifié pour corriger cette lacune. Le gouvernement Libéral de l'Ontario annonce la fin de la bonification des dépenses de santé et d'éducation mais veut baisser l'imposition des entreprises. Le gouvernement du Québec renonce à résoudre la crise des urgences et celle du décrochage scolaire mais tente de rassurer en disant que les « services essentiels » seront maintenus.

Comme aux ÉU par rapport aux états, le gouvernement fédéral laisse les provinces, responsables de la majorité des services publics et des programmes sociaux mais avec une capacité d'emprunt restreinte ou nulle faute de pouvoir monétaire, crouler sous les dettes et ainsi contraintes à faire des coupures. Cette division du travail, si l'on peut dire, donne le beau rôle au gouvernement national contrairement à un État centralisé, telle la France, qui doit en même temps relancer l'économie et couper services et programmes, ce qui a l'avantage de cristalliser et d'unifier la lutte sociale.

Comme de plus la bourgeoisie française, pour cause de résistance sociale, n'a pas pu achever son rattrapage néolibérale face à ses principaux concurrents du G7, elle doit mettre les bouchées doubles. Cette donne restreint l'espace du néo-keynésianisme et amplifie d'autant celui du courant anticapitaliste, le seul pays du G7 où il soit significatif quoique la riposte sociale européenne se généralise, et parfois fortement, de l'Islande aux pays baltiques en passant par la Grèce. (On peut d'ailleurs se demander si la petite Islande hyper-endettée n'est pas le microcosme des pays impérialistes de demain si la riposte sociale tarde.)

### **Un anticapitalisme mondial sans stratégie**

Si les courants anticapitalistes se doivent de pénétrer la brèche des services publics et des programmes sociaux, ils ne peuvent se satisfaire de cette orientation essentiellement défensive contre la crise économique sur fond de crise écologique doublée, surtout dans les pays dépendants, d'une crise alimentaire. Il ne s'agit pas de revenir aux mythiques trente glorieuses même écologiquement ajustées. Si celles-ci ont fait faillite, c'est que la *gouvernance*

capitaliste n'avait pas été remis en question. Apeuré par la montée révolutionnaire générée par les conséquences de la Deuxième guerre mondiale, le capital avait reculé pour mieux sauter.

Pour faire le saut néolibéral presque sans coup férir, il avait transformé le colonialisme en néo-colonialisme, intégré les femmes au marché du travail à rabais et sans remise en question de l'esclavage domestique, et corrompu le prolétariat organisé par la consommation de masse comme substitut à la baisse du temps de travail et par la peur du *communisme* comme antidote à la solidarité et l'indépendance de classe. Une fois le terrain préparé et insatisfait d'un taux de profit à la baisse, envers de la médaille de ses concessions temporaires, la bourgeoisie impérialiste a précipité une grève des investissements, dont l'envers fut l'enflure de la dette et la bulle spéculative, laissant en héritage une crise généralisée qui n'est pas qu'économique et écologique mais aussi sociale et politique car sont aussi dépassés famille et État-nation comme lieux de solution d'un nouveau monde anticapitaliste.

Comme l'affirme la Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social mondial 2009, « *la crise globale provoquée par le capitalisme qui n'a pas d'issue au sein du système.* » Par cette déclaration, cette assemblée, aile gauche du mouvement altermondialiste, s'affirme comme lieu de discussion et peut-être d'organisation de l'anticapitalisme mondial pour « *la construction d'une alternative radicale qui en finisse avec le système capitaliste et la domination patriarcale.* ». La déclaration esquisse les points essentiels d'un programme anticapitaliste mondial dont les deux premiers sont « *la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle social du secteur bancaire [et] la réduction du temps de travail sans réduction de salaire* ».

Cependant, la stratégie laisse à désirer. La déclaration affirme bien que « *[s]eule la lutte sociale des masses peut sortir les peuples de la crise [et que] [l]e défi pour les mouvements sociaux est d'arriver à organiser la convergence des mobilisations globales à l'échelle de la planète* » mais sans aller au-delà de ce constat sauf, comme à l'habitude, à proposer une série de rassemblements internationaux soit en réaction aux rassemblements mondiaux des directions bourgeoises soit comme renforcements des rendez-vous traditionnels des exploitées et des opprimées. Est absente de la déclaration, limitation auto-imposée du mouvementisme, la question de la conquête du pouvoir et son corollaire, une stratégie pour y arriver ce qui réduit l'anticapitalisme à un mouvement de pression sur les partis néo-keynésiens (et anti-impérialistes dans quelques pays sud-américains). La réunion de quelques partis anticapitalistes et anti-néolibéraux dans le cadre du Forum social est-il l'amorce d'une nouvelle Internationale partidaire (ou partidaire plus) ?

## Fausse pistes : chèque citoyen, économie sociale et décroissance

L'absence d'alternative anticapitaliste socialement visible, tout au moins dans les pays impérialistes sauf la France avec le NPA (et aussi dans le BRIC sauf le Brésil avec le PSOL), laisse place au déploiement d'idéologies antinéo-libérales qui ont certes leur grain de vérité mais qui ultimement mènent à un cul-de-sac.

Avec l'atrophie des gains spéculatifs disparaît le mirage de l'allocation universelle ou du chèque citoyen. On peut sympathiser avec son aspiration de redistribution radicale du revenu mais on doit surtout s'inquiéter de sa promotion implicite du marché capitaliste, auquel il faut intégrer les pauvres, et de la marginalisation corollaire de la lutte pour les services publics et les programmes sociaux, acquis séculaire des luttes prolétariennes. Les capitalistes fûtés l'avaient d'ailleurs bien compris qui en faisaient une promotion à rabais, ce qui justifiaient des bas salaires en complément du chèque citoyen. Et pourquoi, diable, tant qu'à construire un rapport de forces révolutionnaire étant donné les massives sommes d'argent impliquées, ne pas exproprier le capital tout de go ? N'y a-t-il pas là une intériorisation des rapports sociaux capitalistes comme indépassables de la part de ses promoteurs ?

Plus coriace est l'idéologie de l'économie sociale ou solidaire. On ne peut qu'être d'accord avec l'idée du contrôle démocratique de l'économie. On comprend qu'il y ait là une saine réaction au socialisme réellement existant du XX<sup>ie</sup> siècle. Mais pourquoi accepter, donc justifier, sa cohabitation avec une économie privée, c'est-à-dire capitaliste, qui la domine largement, pour ne pas dire l'écrase, avec son capital financier, fusion des institutions financières et des transnationales manufacturières ? Comment ne pas réaliser que l'économie sociale est le parent pauvre, une économie par les pauvres et pour les pauvres soumise aux aléas de la charité privée et étatique, le déversoir non rentable des coupures et des privatisations néolibérales ?

Sa promotion, comme celle du chèque citoyen, ne peut se faire qu'aux dépens des services publics. Faut-il abandonner pour autant à leur sort les prolétaires mal payés de l'économie sociale et laisser tomber ses services tronqués, les seuls possibles avec ses moyens dérisoires ? Au Québec, la voie à suivre est indiquée par la lutte des travailleuses et parents des garderies à but non lucratifs qui ont gagné partiellement leur intégration aux services publics, avec salaires et conditions de travail à l'avenant, tout en ne sacrifiant pas le contrôle des usagers malgré certaines concessions. Faire la promotion de diverses « formes de propriété d'intérêt social : petite propriété familiale, propriété publique, propriété coopérative, propriété communale et collective » (Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social mondial 2009) n'a rien à voir avec la promotion de l'économie sociale (ou domestique) comme parents pauvres de l'économie privée, euphémisme d'économie capitaliste.



Une nouvelle idéologie est à conquérir le terrain laissé vacant ou en train de l'être par ces deux idéologies pseudo radicales se pliant au moribond capitalisme néolibéral : la décroissance et son corollaire morale, la simplicité volontaire. On comprend que la récente popularité de cette idéologie qui date des années 1970 est due en premier lieu à l'intensification de la crise écologique et qu'elle s'offre comme la réponse évidente : consommer moins, et vivre mieux, pour produire moins, et différemment. Chemin faisant, elle fait le procès non seulement du capitalisme productiviste mais aussi des gauches social-démocrate et néo-stalinienne, trop rapidement assimilées à toute la gauche, toutes aussi productivistes.

Durant sa courte histoire, l'idéologie de la décroissance a évolué et s'est diversifiée en diverses tendances où l'on peut distinguer une droite et une gauche. Cette dernière s'est souvent éloignée de la science vaudou d'un Georgescu-Roegen qui applique au système écologique terrestre, un système thermodynamique ouvert aux flux solaires, la loi de l'entropie qui s'applique à un système fermé. Ce faux pessimisme naturaliste et ahistorique jeté sur toute production humaine était-il nécessaire pour reconnaître ce grain de vérité qu'est la toute relative finitude des ressources énergétiques fossiles, surtout de leur transfert accéléré dans le cycle du carbone causant l'effet de serre, et des minéraux rares de la croûte terrestre dont la libération des entrailles de la terre empoisonne à petit feu le cycle de la vie organique.

### **Productivisme ou accumulation du capital ?**

Une critique historique montrerait que le problème est moins le productivisme en général, et sa manifestation la consommation de masse, que l'accumulation par définition exponentielle du capital, aiguillonné par la loi de la concurrence qui oblige à maximiser les profits, mode de production qui n'a rien d'ahistorique. C'est ce que ne fait pas Serge Latouche, économiste incontournable de ce courant idéologique, qui « *se dit "anticapitaliste" mais [qui] amalgame croissance et développement, puis développement et capitalisme, de sorte que son anticapitalisme se dissout dans une opposition ahistorique, donc réactionnaire, à l'idée même du développement humain.* » (Daniel Tanuro, Eco-logique : sur Serge Latouche et sa conception de la décroissance, site de ESSF).

Cet amalgame conduit à des prescriptions réactionnaires dans le sens de promouvoir un retour à des modes de production pré-capitalistes faussement déclarés écologiques — la disparition de la civilisation Maya doit beaucoup à l'épuisement du sol et aux coupes forestières, idem la Grèce antique, l'Empire romain, la civilisation arabe, l'Angleterre pré-industrielle — mais qui n'avaient pas la puissance économique de rompre la totalité de l'écosystème terrestre, capacité qu'a le capitalisme depuis une cinquantaine d'années. L'idéologie de la décroissance renvoie à un nostalgisme historique basé certes sur une critique

pertinente du capitalisme mais tourné vers l'idéalisation des modes de production pré-capitalistes comme solution.

Dans la seconde partie oubliée du Manifeste du parti communiste, Marx critique les courants « *socialisme réactionnaire* » et « *socialisme conservateur ou bourgeois* » de son temps : « *Si parfois sa critique amère, mordante et spirituelle frappait le bourgeois au cœur, son impuissance absolue à comprendre la marche de l'histoire moderne était toujours assurée d'un effet comique.* » D'ajouter Marx à propos du même « *socialisme féodal* », « *[r]ien n'est plus facile que de donner une teinture de socialisme à l'ascétisme chrétien.* » Du « *socialisme petit-bourgeois* » à la Sismondi : « *Ce socialisme analysa avec beaucoup de sagacité les contradictions inhérentes au régime de production moderne. [...] Il démontra d'une façon irréfutable les effets meurtriers du machinisme et de la division du travail, la concentration des capitaux et de la propriété foncière, la surproduction, les crises...* » Sa solution : « *Pour la manufacture, le régime corporatif ; pour l'agriculture, le régime patriarcal...* »

Même la gauche de la décroissance n'arrive pas toujours à se démarquer de ce passéisme à la Tolstoï ou à la Ghandi :

« *Dans la société que nous envisageons, [...] l'économie consiste en échanges de biens et de services à petite échelle. [...] Les entités de production sont de petites tailles et utilisent des machines simples à réparer et économiques d'usage. Par exemple : des métiers à tisser mécaniques actionnés par l'énergie humaine ou animale permettent une production beaucoup plus grande qu'un tissage manuel, sans demander les milliards de capitaux de construction et d'opération d'une manufacture industrielle et sans engendrer de perturbations écologiques.* » (Manifeste du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale)

Cette gauche est d'ailleurs de plus en plus mal à l'aise avec le terme « décroissance ». Elle lui ajoute un qualitatif tel « *conviviale* » ou « *durable* » ou « *équitable* ». On lui substitue parfois le terme de « *accroissance* » pour signifier que décroissance ne veut pas dire croissance négative... et pour ne pas faire peur. Au Québec, elle est à former un collectif dans Québec solidaire où elle préfère, dans sa déclaration préliminaire, plutôt parler de « *frugalité* ». En France, cette gauche cherche à être présente sur la scène politique ce qui la force à donner un contenu un peu plus concret au terme de décroissance :

« *une décroissance des inégalités... avec un différentiel maximum de 1 à 4 [p]uisqu'il n'est plus possible de faire croître le gâteau... [...] Une décroissance du transport des marchandises... fondée sur des petites entités économiques. [...] Une décroissance du gigantisme... une économie et des villes à taille humaine... [...] Une décroissance de la vitesse... La civilisation de l'automobile n'est pas soutenable [...] La décroissance de la tyrannie de la finance [...] Une décroissance de l'emprise du pouvoir économique sur les médias... [...] Une décroissance de la publicité... » (Europe-Décroissance, Pour des listes décroissance aux européennes de 2009)*

Les anticapitalistes ne peuvent que sympathiser... tout en posant des questions. S'agit-il seulement de limiter les revenus des banquiers, ce qu'Obama veut aussi faire, mais aussi celui de la couche syndicale la mieux payée comme l'a suggéré un panéliste de la décroissance lors d'une formation d'ATTAC-Québec ? Le « *small is beautiful* » signifie-t-il une régression de la productivité du travail car une chose est de travailler et de consommer moins et une autre de produire moins par heure dans le moins de temps consacré au travail nécessaire à la société ? Jusqu'où iront décroissances de l'automobile (individuelle), des monopoles médiatiques et de la publicité ? Ne faudrait-il pas plutôt les supprimer ?

### **L'anticapitalisme capitaliste d'Hervé Kempf**

Dans son nouvel essai, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme* (Seuil), Hervé Kempf, journaliste à l'environnement au Monde et critique de l'hyperconsommation, sans se réclamer de l'idéologie de la décroissance, s'en rapproche du moins en ce qui concerne les pays impérialistes. « *Les trois grandes économies mondiales, dit-il, n'ont qu'un choix: réduire leur consommation à un niveau plus acceptable puisque la capacité de la planète ne permet pas aux autres d'augmenter le leur au même niveau...* » (Louis-Gilles Francœur, Le Devoir, 9 février 2009) Son rejet du capitalisme, toutefois, n'est pas celui du marché : « *Kempf souhaite le maintien d'un libre marché des biens et services, un héritage humain dont il reconnaît l'efficacité.* » Il ne s'agirait que d'« *empêcher de contrôler les marchés par des oligopoles contraires aux règles de la concurrence, comme on l'a fait aux États-Unis à la fin du XIXe siècle.* » Étrange anticapitalisme !

On comprend la contradiction quand on réalise que pour Kempf, « *[l]e capitalisme... n'est plus synonyme d'entrepreneuriat, [...que les] dirigeants... saignent les entreprises aux dépens des petits épargnants...* » Kempf rêve aussi d'un retour en arrière mais non vers un passé pré-capitaliste, plutôt le mythique capitalisme libéral des petits entrepreneurs contrôlant mais non abolissant les transnationales. Conscient que le développement des forces productives du XX<sup>ie</sup> siècle est incompatible avec l'hégémonie politique de la petite entreprise — Kempf ne se laisse pas piéger par le « *small is beautiful* » — il prône « *une place plus grande accordée aux coopératives [...car] l'essor du mouvement coopératif permettra de créer non seulement de petites sociétés de production, mais des grandes, ce que démontre, dit-il, le cas du Mouvement Desjardins au Québec, qui cumule des actifs en milliards de dollars.* »

Faut-il rappeler que les coopératives ne sont pas un mode de production mais une forme d'organisation. Sous le capitalisme, elles fonctionnent sur le mode capitaliste, sinon elles disparaissent ou restent marginales. Elles sont peut-être parfois nécessaires comme moyens de résistance, par exemple sauver des emplois dans un secteur ou dans une région donnée, ou regrouper des petits

producteurs ou détaillants contre les transnationales, mais le coopératisme n'est en rien une alternative au capitalisme, pas plus que le syndicalisme. Ce mal nommé « *post-capitalisme* » utopique et réactionnaire à la Kempf n'empêchera pas « *la domination de la "tendance crimino-capitaliste sur les forces de la régulation collective", ce qui provoquera une "évolution autoritaire du capitalisme"* », effectivement un scénario plausible de sortie de crise à droite.

## **Le grand oublié : la lutte des classes**

On peut même faire un rapprochement entre l'idéologie de la décroissance et ses avatars avec « *le socialisme et le communisme critico-utopiques* » pré-marxistes. Alors, « *l'état embryonnaire du prolétariat lui-même [et] l'absence des conditions matérielles de son émancipation* », expliquait le « *contenu réactionnaire* » de ses prescriptions d'« *ascétisme universel* » et d'« *égalitarisme grossier* ». Aujourd'hui, la crise générale du mouvement prolétarien, tant programmatique qu'organisationnelle, combinée avec la « *crise globale* » du capitalisme néolibéral, ne créerait-elle pas un espace pour le retour de l'utopisme ? Là où la lutte de classe est presque au point mort, comme au Québec et au Canada, la propagande de l'idéologie de la décroissance s'y substitue. Là où elle se développe, mais ne se traduit pas ou peu politiquement en termes anticapitalistes, l'idéologie de la décroissance tente de remplir le vide ou au moins de se présenter comme une alternative.

Car au final, c'est bien de lutte de classe qu'il s'agit. Comme les tenants de la décroissance « *n'aperçoivent, du côté du prolétariat, aucune initiative, historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre [...] [à] l'activité sociale, ils substituent leur propre ingéniosité [...]* Pour eux, l'avenir du monde se résout dans la propagande... » Si plusieurs « *objecteurs de croissance* » sont favorables à la participation électorale comme tribune de propagande, le sont-ils à la lutte de classe ? Ce passéisme qui leur colle à la peau, ce culte de la petite échelle ne sont-ils pas des caractéristiques de la pensée petite-bourgeoise, cette classe « *qui oscille entre le prolétariat et la bourgeoisie* », qui hait le capital financier dont la crise les appauvrira mais qui craint tout autant un prolétariat qui voudrait « *révolutionner la société* » (programme du NPA français) ce qui signifierait, à leurs yeux, abaissement social et perte de prestige.

La propagande de la décroissance et de la simplicité volontaire n'est-elle pas la bienvenue pour la bourgeoisie en ces temps difficiles de... décroissance du PIB ? N'a-t-elle pas intérêt à ouvrir des tribunes médiatiques aux partisans de la décroissance pour aider le prolétariat à comprendre le bon côté écologique de leurs malheurs de temps de crise ? Les objecteurs de croissance auront beau protester de leur bonne foi en expliquant que leur but est de combattre l'idéologie de la croissance qui identifie bonheur et PIB — le miroir inversé de la décroissance ne reste-il pas, au contraire, prisonnier de ce mythe ? — que leur simplicité volontaire est l'antithèse de la simplicité involontaire du chômage et

des petits salaires, ils n'ont pas le rapport de forces pour contrôler la signification de leur discours qui sera récupéré au bénéfice de la bourgeoisie.

Serait-il si contraire à leurs buts que de faire leur, par exemple, la proposition de programme du NPA français qui affirme :

*L'urgence écologique implique de rejeter l'idée d'une expansion illimitée de la domination de l'homme sur la nature. Sur les questions climatiques, énergétiques et alimentaires, inverser la logique de destruction de la planète exige une planification démocratique. Au discours abstrait sur la « croissance nécessaire » ou « la décroissance » absolue, nous opposons une critique radicale du mode de production et de consommation, la redistribution des richesses, le développement de certains secteurs et la « décroissance » d'autres, énergivores, inutiles, polluants et dangereux.*

Ainsi, la substantifique moelle de l'idéologie de la décroissance serait-elle réconciliée avec une stratégie anticapitaliste de lutte de classe.

## **Le surgissement du nationalisme économique**

L'ampleur de la crise depuis l'automne 2008 a suscité le déferlement de mesures protectionnistes qu'a mis en évidence l'obligation d'acheter aux ÉU pour les bénéficiaires des argents du plan de relance Obama, ce qui a mis aux abois les sommités du Forum économique de Davos (et particulièrement le gouvernement canadien dont les exportations nets sont devenues négatives en janvier 2009 pour la première fois en trente ans) par ailleurs incapables de proposer un plan capitaliste de sortie de crise après l'échec de Doha. On ne saurait en effet douter de la capacité de l'administration étasunienne de contourner l'ALÉNA et l'OMC comme l'a appris à ses dépens le Canada depuis fort longtemps avec le conflit du bois d'œuvre et le monde avec le pullulement les mesures anti-dumping.

Certes, le protectionnisme traditionnel est plus difficile à mettre en œuvre pour cause de respect des accords commerciaux. S'y substituent sauvetage bancaire, aide à fonds perdus à l'industrie de l'automobile en chute libre et plans de relance soit un protectionnisme nouveau genre subventionnant généreusement les transnationales domestiques bancaires et manufacturières, quelque fois les filiales domestiques d'entreprises étrangères, en y ajoutant parfois des exigences d'achats chez nous et de priorité aux prêts nationaux. Les impératifs de la loi de la concurrence aiguïssent inévitablement les contradictions inter-impérialistes et entre impérialisme et les grandes pays dépendants prétendant à un rôle de puissance malgré la grande pauvreté de la majorité de leurs peuples.

Faut-il ajouter que les autres pays dépendants, qui n'ont pas les moyens de généreuses subventions ni la force politique de protéger leurs marchés, seront les premières victimes de ce néo-protectionnisme. Ce malheur s'ajoutera à la baisse de leurs exportations nettes, pour celles ayant opté pour un modèle de

pseudo développement tiré par les exportations, ou à la chute des prix des énergies fossiles et autres matières premières, environ 50% sur la dernière année sauf pour la nourriture (20%) pour celles restées des fournisseurs de matières premières. Pour combler la mesure, les investissements et placements impérialistes vers ces pays ont passé de près d'un billion \$ en 2007 à un peu plus de 400 milliards \$ en 2008, soit une baisse de 60% (The Economist, 7 février 2009).

Mieux encore pour la bourgeoisie, le protectionnisme envenime le nationalisme, cette idéologie au cœur de la domination bourgeoise, qui en faisant du prolétaire étranger et immigrant l'ennemi, détruit la solidarité de classe contre le patronat et son État au profit de la xénophobie et du racisme. C'est par cette dangereuse médiation que la guerre se prépare dans les crises majeures comme la tempête dans la nuée. Et dire que plusieurs grands syndicats encouragent ce nationalisme économique, par exemple dans le secteur manufacturier. On ne peut que se réjouir du succès relatif du dernier Forum social à Belém, en particulier d'une meilleure intégration de la participation syndicale, qui paraît relancer le mouvement altermondialiste après des années difficiles.

Cependant, comme on l'a vu, la clarification analytique et la décantation stratégique sont à venir et vont nécessiter le levain d'une nouvelle Internationale anticapitaliste, partidaire ou partidaire plus, qui n'en est qu'à ses premiers balbutiements.

### **Des Internationales gangrenées par le nationalisme**

Peut-on anticiper sur les fondements de ce nouvel internationalisme qui a déjà montré ses couleurs dans les Forums sociaux, les contre-sommets mondiaux et quelques grandes manifestations qui ont culminé dans la manifestation anti-guerre de mars 2003 ?

La contradiction politique nouvelle laissée en héritage par le capitalisme néolibéral, déjà en germe depuis l'avènement de l'impérialisme et même du capitalisme libéral, est celle entre l'État-nation comme lieu du politique et le monde comme lieu de la solution de la contradiction de classe. En effet, si la nation citoyenne, préparée de longue date par l'État absolutiste post-féodale, avait fourni le cadre adéquat des révolutions bourgeoises, la solution de la contradiction bourgeoisie-prolétariat devait ultimement le dépasser si ce n'est que pour faire éclater l'idéologie nationaliste issue de la construction du marché national.

La Première Internationale avait anticipé cette nécessité sauf que le capitalisme libéral qu'elle combattait en était encore à construire avec succès le marché national comme le démontrèrent l'édification par le haut des États-nations allemand et italien. Le premier internationalisme, pour ainsi dire, était arrivé trop tôt et sombra dans la Commune de Paris que la nation (paysanne) ne suivit pas.

Par le temps que le jeune capitalisme européen et nord-américain dut briser le carcan de ses étroites frontières — la première grande crise capitaliste de la fin du XIX<sup>ie</sup> siècle en fut le révélateur — en se transformant en impérialismes proprement capitalistes, l'Internationale, la deuxième, s'était adaptée au cadre national. L'adaptation puis la capitulation de ses partis nationaux à l'impérialisme colonisateur et de plus en plus guerrier, une fois le monde entièrement divisé entre grandes et petites puissances, consacrèrent son effondrement comme alternative.

La réponse apportée par les socialistes révolutionnaires issus de la révolution d'Octobre, la Troisième Internationale, avaient été la stratégie mondiale de la révolution permanente ou ininterrompue, une stratégie médiane entre le nationaliste « socialisme dans un seul pays » tant stalinien que social-démocrate et la mythique révolution mondiale. La révolution russe passait le relais au prolétariat allemand qui l'a échappé. La Troisième ne s'en remit pas et devint contre-révolutionnaire au service des intérêts de la bureaucratie soviétique.

Par son influence dans le prolétariat laquelle marginalisait la poignée de socialistes révolutionnaires, la bureaucratie soviétique a été capable de pervertir les tentatives révolutionnaires dans les pays impérialistes, de l'Espagne de 1936 au Portugal de 1975. Toutefois, l'URSS stalinisée n'a pas pu empêcher la vague révolutionnaire de déferler de l'Asie du Pacifique à la Mer des Caraïbes en passant par les Balkans de l'ouest, de l'après-guerre à 1979. Si le stalinisme et son alter ego, la social-démocratie, s'appuyant sur l'aristocratie ouvrière, ont pu juguler le socialisme dans les pays impérialistes, ils ne le purent pour l'anti-impérialisme galvanisé par la sur-exploitation et le pillage impérialistes. Ce divorce, cependant, empêcha la transcendance de l'anti-impérialisme en internationalisme pour le maintenir dans l'étroit cadre national de répressives bureaucraties incapables de développement économique après l'étape post-révolutionnaire de bond en avant dans la mesure où elles n'étaient pas aux prises avec d'interminables guerres ou menaces d'agression.

Au-delà du militarisme soutenu par une économie de guerre permanente, le capitalisme mua pour intégrer ce nationalisme anti-impérialiste qui tentait de s'organiser mondialement lors de la conférence de Bandoeng en 1956. Dans le cadre du néocolonialisme qui s'accommodait d'indépendances sans contrôle du marché national, les nouvelles transnationales manufacturières, s'ajoutant à celles de l'extraction des matières premières du premier impérialisme, prirent le contrôle de l'économie du dénommé « tiers monde ». Elles isolèrent ainsi les pays du glacis soviéto-chinois, de plus en plus divisé par la rivalité très nationaliste de ses deux têtes dirigeantes, et vainquirent le nationalisme tiers-mondiste de Bandoeng.

Une fois neutralisé politiquement le prolétariat des pays impérialistes, lequel avait gagné le dit État-providence pour empêcher son offensive révolutionnaire, par son intégration dans la société de la consommation de masse et dans la

société spectacle, l'impérialisme donna l'assaut final tant contre son propre prolétariat que contre les peuples du tiers monde. L'attaque du nouveau capitalisme néolibéral, amorcée en trombe au tournant des années 80, réussit si bien qu'elle brisa une dizaine d'années plus tard le bloc soviétique intégré corps et âme dans le nouveau marché global dominant, pour la première fois, les marchés nationaux et subsumant, une autre première historique, la totalité de l'économie mondiale.

### **La révolution permanente revisitée**

Résultat paradoxal : le prolétariat mondial, enfin démographiquement majoritaire, n'a jamais été aussi divisé et aussi loin du but socialiste. Corollaire de résultat : la crise globale de ce « capitalisme pur » (Michel Husson) trouve un prolétariat sans projet alternatif, sans stratégie de conquête du pouvoir, sans Internationale pour le diriger... aux récents signes d'espoir près déjà signalés. On voit bien que ce nouvel internationalisme devra revisiter la stratégie de la révolution permanente pour tenir compte de la mutation de la dichotomie État-nation versus révolution mondiale.

On devine que l'intégration au marché global, auquel n'échappe aucun État même les plus grands, fera en sorte que si un mouvement révolutionnaire s'amorce dans un pays, il faudra qu'il soit relayé rapidement ailleurs avant de pouvoir aboutir en conquête du pouvoir et non pas après. Cette nécessité stratégique requiert une Internationale qui soit plus qu'une fédération de partis nationaux même si elle ne peut pas être non plus un parti mondial unique avec des sections nationales.

Elle requiert aussi un parti de type nouveau qui soit non pas un parti de pouvoir, un parti-État, mais un levain dans la pâte qui non seulement guide la conquête du pouvoir (et la destruction de l'appareil répressif) mais aussi la construction du socialisme par le prolétariat sans s'y substituer. Seul ce type de parti qui ne se laisse pas absorber par le pouvoir peut être en mesure de résister aux sirènes du nationalisme socialiste et rester prioritairement branché sur le développement de la révolution mondiale comme le fut brièvement le parti bolchevique après la révolution d'Octobre.

La première forme d'organisation empêche l'élaboration d'une stratégie mondiale ; la deuxième est grosse du danger de l'hégémonie d'un parti guide qui confond ses propres caractéristiques nationales avec les conditions universelles d'une révolution et, à revers, de la marginalisation des spécificités nationales. Une formule commode : une stratégie mondiale de prise du pouvoir et une tactique nationale. N'est-ce pas d'ailleurs ce qu'avait entrevu Ernesto « Che » Guevara en appelant à créer « plusieurs Vietnam » et en tentant d'y contribuer au Congo et en Bolivie au prix de sa vie ?



En termes de capacité de coordination mondiale, la bourgeoisie est certes drôlement mieux organisée que le prolétariat. Elle n'a cessé depuis le début de l'ère impérialiste, spécialement depuis 1945, d'élaborer une structure complexe d'institutions internationales et de droit international particulièrement dans les cadres de l'ONU et de la conférence de Bretton Woods auxquels se sont ajoutés les G7 et consorts. Le contraste avec l'affaiblissement des Internationales, laminées par la montée du nationalisme qui n'a cessé de changer de forme — solidarité impériale, patriotisme guerrier, socialisme national, État providence, communautarisme ethnique, clanique ou religieux — est assommant malgré l'émergence des Forums sociaux, pour l'instant davantage un lieu d'affirmation symbolique et d'échanges qu'organisationnel nonobstant une volonté affichée d'aller dans cette direction.

Pourtant, la loi de la concurrence, s'exprimant au niveau de la politique mondiale par les contradictions inter-impérialistes, voue à l'échec l'échafaudage bourgeois, ce qui deviendra patent au fur et à mesure du développement de la crise globale qui aiguise les contradictions. À contrario, elle crée des conditions favorables à l'internationalisme en unifiant dans le temps et dans l'espace les diverses expressions de la crise globale. On l'a vu en ce qui concerne la mobilisation mondiale contre les guerres d'agression, de l'Iraq à Gaza. On l'a entrevue en ce qui concerne la résistance aux accords de libre-échange, aux plans d'ajustement structurels et à l'endettement des pays dépendants. On le pressent en ce qui concerne l'effet de serre et la pollution chimique et génétique de la chaîne du vivant.

On a pas encore vu de mobilisation mondiale contre la crise économique même si en Europe on sent que les mobilisations nationales s'influencent l'une l'autre, particulièrement au sein de la jeunesse, que les révoltes contre la crise alimentaire dans plusieurs pays dépendants sont apparentées. S'il n'y a pas encore d'analyse anticapitaliste commune de la crise globale, il y a une nette convergence. S'esquisse un programme mondial anticapitaliste à travers la Déclaration de l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social mondial 2009 et certains programme nationaux comme celui tout frais du Nouveau parti anticapitaliste français (Voir en annexe ma contribution personnelle pour une proposition de programme anticapitaliste québécois). Toutefois, l'absence d'un plan d'ensemble de riposte mondiale, ou même régionale, soutenu par une organisation mondialement ou régionalement crédible se fait cruellement sentir. On en est là.

**Marc Bonhomme, 14 février 2009**

## Annexe

### **Un possible programme anticapitaliste pour le Québec**

#### **A. Exproprier le capital bancaire**

Du point de vue de la gauche, l'éternel goulot d'étranglement du « cadre financier » est désormais résolu. Le gouvernement étasunien a jusqu'ici mobilisé plus de 8 800 milliards de dollars (8 800 G\$) en fonds publics pour sauver les banques, dont 2 000 G\$ ont déjà été dépensés ou mis en réserve. À l'échelle canadienne et québécoise, ce gargantuesque montant se traduirait par environ 800 G\$ et 175 G\$ — 180 G\$ et 35 G\$ si on ne prend en considération que les sommes dépensées ou mises en réserve. Si le gouvernement canadien n'a pas encore dû mobiliser pour l'instant une telle somme — mais 200 G\$, ce n'est pas rien — cela est uniquement dû au fait que le Canada a échappé à la crise hypothécaire initiale et qu'il a pu compter sur son abondance en richesses naturelles dont les prix avaient beaucoup augmenté jusqu'à il y a quelques mois.

La grande majorité de ces fonds publics accordés aux banques y dorment, tétanisées par la peur du risque. Si ces argents étaient dépensés pour le plein emploi, la santé, l'éducation, l'efficacité énergétique, le transport public, les assurances sociales, ils seraient des investissements sociaux répondant aux besoins populaires les plus pressants et renforçant le rapport de force du prolétariat. Cette perspective d'un abaissement du taux de profit et d'un purgatoire politique effraie le capital qui n'en veut pas même si ça serait la façon la plus efficace d'en terminer avec la crise.

La première tâche d'un parti politique anticapitaliste est de mobiliser ces fonds disponibles mais pas aux dépens du prolétariat, en empilant la dette publique, et pour sauver les banques, par des pseudo-nationalisations qui laissent, à quelques exceptions et contraintes près, leur gouverne aux actionnaires-spéculateurs. Pour faire l'inverse, il n'y a pas trente-six solutions :

- 1. Exproprier, sans indemnités, toutes les institutions financières — pas de pitié pour les grands actionnaires — et socialiser leur gestion en remettant leur contrôle aux représentants de leurs travailleurs, déposants, emprunteurs et aux délégués de l'État.*
- 2. Faire payer le sauvetage des dépôts de tout genre, y compris ceux dans les fonds de pension, et le remboursement des parts des petits actionnaires, y compris celles des fonds communs de placement, aux plus riches de la population — pas de pitié pour les millionnaires — sous forme d'un impôt non récurrent à un taux suffisant sur la richesse accumulée au-delà d'un patrimoine d'un million \$.*
- 3. Ouvrir les livres de compte afin de démasquer et d'interdire la fuite des capitaux dans les paradis fiscaux, le charlatanisme de la pyramide des*

*produits dérivés, l'irresponsable vente des actifs hypothécaires sur les marchés secondaires et la spéculation sur les opérations de change qu'il faut plutôt contrôler uniquement en fonction de la production de biens et services socialement utiles et écologiques.*

## **B. L'indépendance contre le capital financier et rentier**

On objectera que le Québec n'est qu'une province canadienne sans pouvoir significatif sur le capital financier. Au contraire. Un parti anticapitaliste saisit le maillon faible de la Confédération canadienne, la question nationale québécoise ; comprend l'histoire du peuple québécois faite de conquête, de rébellion écrasée dans le sang, de constitution imposée, de conscription forcée, d'occupation armée, de rejet de l'autodétermination référendaire et du mépris des commandites ; réalise que bon an mal an la volonté souverainiste, malgré le lâchage péquiste, oscille entre 40 et 50% malgré une inquiétante baisse récente et une désaffection de la jeunesse qui doit être une raison supplémentaire de remobiliser rapidement et avec force.

Se rendant compte de son potentiel d'énergie libératrice, ce parti lèvera sans hésiter, sans tergiverser, l'étendard de l'indépendance nationale. Point question pour ce parti de substituer l'indépendance à la souveraineté... afin de choisir, à la mode PQ, le Canada comme associé ou partenaire ou « beau risque »... s'il est consentant. Point question de noyer l'indépendance dans la formule vide de la « souveraineté populaire » qui est à la lutte nationale ce que le « développement durable » est à la lutte écologique.

Un parti anticapitaliste ira chercher l'énergie libératrice enfouie dans l'histoire d'oppression plus que bi-séculaire de la nation québécoise. Il la fusionnera, sans l'instrumentaliser, avec la haine des banques et du patronat que le déploiement de la crise ne manquera pas de susciter. La crise permet de donner à la revendication de l'indépendance sa pleine signification de gauche, non seulement vis-à-vis Ottawa, siège du pouvoir politique fédérale, mais aussi vis-à-vis de Bay Street, siège du capital financier canadien.

Ce renouvellement anticapitaliste de l'indépendantisme est d'autant plus nécessaire que l'axe pétrolier Toronto-Calgary, avec son emphase sur la rente, essaie de se substituer à l'axe moribond « Canada central » Toronto-Montréal dont la dominante était le profit manufacturier. Non seulement l'indépendantisme en devient-il plus pertinent économiquement mais aussi socialement car la rente a toujours été la base matérielle du capitalisme le plus réactionnaire, particulièrement envers les femmes, les gays/lesbiennes, les minorités de couleur et les autochtones, ce que les politiques du parti Conservateur ont amplement démontré.

- 4. L'indépendance du Québec est une urgence non seulement nationale mais aussi économique, écologique et sociale. Elle est la revendication-*

*clef pour libérer l'énergie créatrice du peuple québécois. Il faut mettre en branle sans plus attendre une campagne politique pour convoquer des États généraux des mouvements populaires afin de préparer une Constitution pour un Québec indépendant et un plan de conquête du pouvoir.*

- 5. L'indépendance permettra la mise sur pied de la Banque du Québec et l'instauration d'une monnaie québécoise afin d'encadrer l'expropriation des institutions financières, de mettre en place la nouvelle structure de finance populaire et d'implanter un régime d'investissements anti-crise et écologique et une structure de prix favorisant la conservation énergétique, le transport public et l'agriculture biologique.*

### **C. Cent milliards \$ d'infrastructures écologiques sur cinq ans**

Selon Greenpeace-Canada, se basant sur le dernier rapport de 2007 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) issu de l'ONU,

*« ...pour maintenir l'augmentation de la température moyenne de la Terre sous cette barre des 2°C, il faut ramener les émissions mondiales de GES au niveau de 1990 dès 2020, puis il faudra les réduire encore de 50 % d'ici 2050.*

*« Pour le Canada et les autres pays industrialisés, l'objectif est encore plus radical : toujours par rapport au niveau de 1990, il faut réduire les GES de 30 % d'ici 2020 et de 80 % d'ici 2050. »*

Loin d'aller dans la direction recommandée par cette organisation spécialisée de l'ONU, selon Philippe Ciais, du Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, responsable pour le GIEC des liens entre le système climatique et la biogéochimie, *« Nos émissions de gaz carbonique [pour le monde] ont augmenté de plus de 3 % par an entre 2000 et 2005, contre moins de 1 % entre 1990 et 1999. »*

Depuis ce rapport de l'ONU, on s'est rendu compte que le réchauffement planétaire est plus rapide qu'anticipé. L'océan Arctique sera sans doute libre de glace en été d'ici 2012-13, et non à la fin du siècle, causant une absorption supplémentaire de chaleur dû à une diminution de l'effet albédo. On vient de réaliser que la fonte du pergélisol arctique dégage beaucoup plus de gaz carbonique que prévu. On vient de découvrir *« une vaste zone de libération de méthane sous-marin »* dans l'Océan Arctique russe, gaz qui *« est de 20 à 22 fois plus actif comme gaz à effet de serre que le gaz carbonique. [...] Or, les quantités de méthane stockées sous les fonds sous-marins de l'Arctique dépasseraient en importance la totalité du carbone contenu dans les réserves mondiales de charbon, le combustible fossile le plus abondant sur la planète jusqu'à présent. »* (Le Devoir, 25/09/08) On s'aperçoit, en conséquence, que la fonte des gigantesques glaciers du Groenland et d'une partie de l'Antarctique s'accélère laissant prévoir une rapide et fulgurante montée du niveau de la mer dans les prochaines dizaines d'années.

La crise économique, loin d'être un obstacle à la mobilisation des ressources pour régler la crise écologique, crée une ouverture tant politique qu'économique, tout comme pour une multiplication mathématique deux négatifs donnent un positif. Cette crise discrédite une fois pour toute le capitalisme néolibéral tout en démontrant l'abondance latente du financement disponible et en libérant, si l'on peut dire, de la main d'œuvre et des équipements. Il s'agit, pour le prolétariat, de saisir la balle au bond.

Il est d'autant plus crucial pour la gauche de prendre l'initiative que le capitalisme néolibéral se muera en prétendu « capitalisme vert » en noyant dans le marché ses propres solutions, du marché du carbone aux PPP en passant par la régressive taxe sur le carbone. Cette mue se fera sur le dos du prolétariat, par la hausse non compensée du coût de la vie et le démantèlement ultime des services publics et des programmes sociaux, afin de financer des projets pharaoniques de récupération du carbone, de gazéification du charbon et d'énergie nucléaire. Elle se fera aussi contre les peuples, par une aggravation des guerres du pétrole et de l'eau, afin de contrôler ces ressources qui deviendront de plus en plus rares.

Pour atteindre la cible de 2020 assignée par le GIEC aux pays industrialisés (50% de réduction sur la base de 1990), la stratégie qui s'impose est d'abaisser rapidement et drastiquement l'usage des énergies fossiles spécialement pour le transport des personnes et des marchandises et lui substituer l'électricité dans le cadre d'un passage d'un système individuel privé à un système collectif public. Cette électricité supplémentaire proviendrait surtout du gisement en efficacité énergétique du chauffage des bâtiments complété par le recours à l'éolien et au solaire d'origine public ou communautaire mais sans harnacher aucune nouvelle rivière. Plus précisément :

6. *Implanter sur cinq ans, pour être achevé en 2020, un programme obligatoire d'infrastructures écologiques de 100 G\$ complété par des interdictions des principales sources de gaz à effet de serre sans bouleverser l'écosystème de nos rivières :*
  - a) *Interdire au moins dans les grandes villes et leurs banlieues l'usage de l'automobile individuelle d'ici 2020, soit dans 12 ans, en passant par des étapes intermédiaires de restriction de la circulation automobile dans les centre-villes en commençant par les véhicules les plus énergivores et à densité de passagers les moins grandes.<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> « Année après année, notre parc automobile [au Québec] s'accroît de 100 000 véhicules. [...] ..prétendre réinventer cette ville par les transports collectifs, tout en s'appropriant à injecter trois ou quatre milliards de dollars dans la reconstruction de l'échangeur Turcot, dans la tunnellation de l'autoroute Bonaventure et dans la transformation de la rue Notre-Dame Est en autoroute urbaine. [...] À 8000 \$ chacun de coûts annuels, les automobiles et camions légers ajoutés sur les routes du Québec durant la première décennie de Kyoto ont représenté une dépense globale de 35 milliards de dollars. [...] ...nous pouvons briser le tabou de la motorisation en choisissant de plafonner le parc automobile à son niveau actuel, tout en investissant résolument dans les transports collectifs du XXIe siècle. » (Richard Bergeron, chef de Projet-Montréal, L'Aut' Journal,

- b) *Construire un réseau de transport en commun urbain, électrifié et d'usage gratuit, qui assure d'ici 2020 au moins dans les grandes villes et leurs banlieues la totalité de la navette au travail et l'accès en tout temps aux centres d'approvisionnement et de loisirs.<sup>2</sup> Assurer dans la période transitoire un réseau de parcs de stationnement incitatifs pour les banlieusards et de voies prioritaires pour le transport en commun.*
- c) *Développer d'ici 2020 un système de transport interurbain collectif, électrifié au maximum et bon marché, complété par un parc public ou communautaire de location d'automobiles hybrides puis électriques qui serait aussi disponible dans les grandes villes et leurs banlieues dans la période de transition.*
- d) *Interdire d'ici 2020 le transport des marchandises par camions à moins qu'ils ne soient à énergie hybride sinon totalement électrique et intégré à un réseau national et public de transport intermodal basé sur le cabotage maritime et le rail.<sup>3</sup>*
- e) *Interdire tout nouveau développement autoroutier dont le prolongement des autoroutes 25 et 50 et la conversion de la rue Notre-Dame en autoroute.*
- f) *Interdire dès maintenant dans les grandes villes et leurs banlieues la construction de logements détachés et même en rangée. En corollaire, interdire tout changement d'usage de terres agricoles et obliger le développement de tout terrain urbain vacant dans le cadre de la planification urbaine publique sous peine d'expropriation.*
- g) *Introduire dès maintenant un code du bâtiment qui rende obligatoire les technologies les plus efficaces de conservation de l'énergie et d'intégration du solaire passif et actif. En corollaire, former tout le personnel concerné aux nouvelles normes et aux nouvelles techniques.*
- h) *Lancer dès maintenant, pour se terminer en 2020 ou avant, un programme de rénovation et d'élévation aux nouvelles normes de tous*

---

26 août 2008)

<sup>2</sup> « *Gérald Tremblay [maire de Montréal] a été très clair à l'effet que la réalisation de cette première ligne de tramway de 6 km, au coût estimé de 260 M\$, est conditionnelle à la participation financière du provincial et du fédéral. [...] Au début des années 60, Jean Drapeau [alors maire de Montréal] a livré 26 km de métro et 26 stations en 4 ans à peine, avec l'argent et les ressources techniques de la Ville. [Selon Richard Bergeron] "Montréal n'était pas plus riche dans les années 60 qu'aujourd'hui, bien au contraire." » (L'Aut'Journal, 11 juin 2008)*

<sup>3</sup> « *Les émissions de gaz à effet de serre émises par les poids lourds transportant des marchandises ont augmenté d'environ 18 Mt entre 1990 et 2006. Elles représentent maintenant le tiers des émissions de gaz à effet de serre issues du secteur du transport routier. [...] Selon une étude de 2001 de l'Office fédéral de l'efficacité énergétique, les camions de livraison en milieu urbain au Canada roulaient en moyenne avec une charge correspondant à 20,5 % de leur capacité. » (Programme 2008 du Bloc québécois)*

*les bâtiments du Québec, en commençant par les institutions publiques et para-publiques, et sans pénaliser les locataires.*

- i) Lancer dès maintenant une réforme de l'urbanisme qui assure la mixité des fonctions urbaines de sorte à maximiser les trajets pédestres et cyclistes et celle des relations ville-campagne de sorte à maximiser les marchés agricoles urbains et le jardinage urbain.*
- j) Développer dès maintenant avec l'accord obligatoire et l'implication en termes d'emplois et de redevances des nations Cri, Innu et Inuit de vastes complexes publics de parcs éoliens articulés aux réservoirs hydrauliques nordiques et de la Basse Côte Nord.*
- k) Interdire tout nouveau développement hydroélectrique, dont La Romaine et la Rupert, toute recherche d'énergie fossile et tout port méthanier dont Rabaska et Gros Cacouna.*
- l) Interdire le développement du réseau de gaz naturel sauf comme mesure transitoire en tant que substitut aux produits pétroliers et au charbon et seulement en cycle combiné.*
- m) Démanteler à court terme la centrale nucléaire de Gentilly.*
- n) Pour la période de transition, par mesure de sécurité économique, étant donné que le « pic » pétrolier a probablement été atteint ou le sera bientôt, et politique, étant donné la dépendance du Québec, constituer une réserve pétrolière stratégique et faire des ententes d'État à État avec certains pays producteurs tels le Venezuela.*
- o) Donner la priorité de la recherche-développement à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables particulièrement dans le domaine du transport mais aussi du bâtiment, des procédés industriels et de l'agriculture.*
- p) Transformer à 50% d'ici 2020 l'agriculture industrielle et polluante sur la base de la tendance à la concentration des fermes, de leur endettement envers les banques et de leur sous-traitance par les « intégrateurs », en agriculture biologique de fermes familiales et de fermes et coopératives forestières encadrées par un plan décidé et géré démocratiquement et soutenu financièrement par l'État.*
- q) Réduire, ré-utiliser et recycler la totalité des déchets industriels et domestiques d'ici 2020 à charge des fabricants de sorte à fermer l'ensemble des sites d'enfouissement et à restaurer les anciens sites industrielles pollués.*

## **D. La solidarité prolétarienne en lieu de la consommation de masse**

Ce programme d'urgence écologique et sociale ne sera pas mis en place par les partis néolibéraux de l'Assemblée nationale et sera saboté à chaque instant par le Conseil du patronat, les Chambres de commerce, les nombreuses associations de gens d'affaires et les corporations professionnelles. Pour imposer ce programme d'urgence et l'appliquer quotidiennement, il faudra au prolétariat le temps de la démocratie et de la mobilisation tout comme la possibilité de s'organiser sans entraves.

Depuis la Deuxième guerre mondiale, la productivité du travail a été multiplié par trois mais le temps de travail normal a à peine été réduit du tiers avec comme conséquence l'aliénante et polluante « consommation de masse » dont est cependant exclu un bon quart de la population, davantage en temps de crise et davantage femmes, enfants et minorités de couleur.

Au prix de l'étouffant endettement des couches supérieures et moyennes du prolétariat, cette habile manœuvre de la bourgeoisie les a transformé en « classes moyennes » à l'image de la petite bourgeoisie de cadres et de professionnels. Pendant que la bourgeoisie accumule du capital et du pouvoir, les « classes moyennes » accumulent des biens durables et des créances pour assurer leurs vieux jours... et des dettes à l'avenir. C'est ce modèle de l'*American Way of Life*, mis au point dans les années 20 aux ÉU, qui est au bout du rouleau, qui éclate dans la crise économique.

L'alternative écologique au modèle « classes moyennes » c'est la solidarité prolétarienne du plein emploi sur la base du temps de travail réduit sans diminution du salaire. La sécurité prolétarienne qui en découle se cristallise non dans des bungalow, des autos et un risqué portefeuille mobilier mais dans le développement de services publics gratuits (santé, éducation, logement, garderies, transport public) et des programmes d'assurances sociales y compris l'assurance vieillesse par répartition du revenu national par l'intermédiaire de la fiscalité.

7. *Diminuer immédiatement la semaine de travail à 35 heures sans diminution du salaire réel et avec emploi compensatoire. Augmenter les vacances à un mois dès la première année de service tendant rapidement vers six semaines. Augmenter substantiellement les congés parentaux. Continuer à réduire le temps de travail jusqu'à l'atteinte du plein emploi.*
8. *Instaurer un salaire minimum de 50% plus élevé que le seuil de faible revenu de Statistique Canada, soit 18.00\$ l'heure pour une personne seule dans une grande ville sur la base d'une semaine de 35 heures, payé à la fois par l'employeur et par une caisse de compensation financée par l'ensemble des entreprises privées pour payer le supplément dû au nombre de dépendants.*



9. *Augmenter immédiatement les dépenses dans les services publics et les programmes d'assurance sociale d'au moins 10 milliards \$ par année.*
  - a. *Arrêter toutes les privatisations, y compris les PPP, et annuler celles en cours et déjà faites. Instaurer la gratuité mur à mur dans tous les services publics y compris les soins dentaires et oculaires, les frais de scolarité universitaires, les frais de garderies et dans le transport public, sans trucage genre frais afférents.*
  - b. *Bonifier les services publics suffisamment pour éliminer les listes d'attente anormales, particulièrement dans les garderies et le système de santé, tout en offrant la meilleure technologie disponible et une qualité élevée de prestation en termes de ratios et de soutien auxiliaire.*
  - c. *Construire 10 000 logements sociaux et écologiques par année.*
  - d. *Des programmes d'assurance chômage et d'assurance accident et d'assurance vieillesse qui garantissent 80% du meilleur salaire brut antérieur sur une période indéfinie,*
  - e. *Le suppression du système des fonds de pensions capitalisés tant privés, y compris les REER, et étatiques, y compris les fonds gérés par la Caisse de dépôt et de placement, et de tous les abris fiscaux qui y sont attachés, par un système par répartition financé à même les impôts, à l'image du système de la sécurité de la vieillesse du gouvernement fédéral, mais à hauteur de 80% du meilleur salaire brut antérieur,*
  - f. *Un revenu minimum garanti indexé au niveau du seuil de faible revenu de Statistique Canada (ex. 1800 \$ pour une personne seule dans une grande ville)*
10. *Faire une réforme fiscale dont le but est de financer la totalité des infrastructures écologiques de même que les services publics et les programmes sociaux nécessaires à instaurer une solidarité prolétarienne battant en brèche la consommation de masse.*
  - a. *Libérer le budget de l'État de la mainmise du capital financier par l'entremise de la dette publique*
  - b. *Partir du principe que si le capital a les moyens de prêter à l'État, il les a pour payer davantage d'impôts en commençant par un impôt très progressiste sur la richesse accumulée, y compris sur l'héritage, au-delà de un million \$, sur les revenus au-delà de 100 000 \$ l'an, et sur l'achat de produits énergivores et luxueux en commençant par les habitations sur-dimensionnées et les véhicules individuels.*

## **E. À des crises mondiales, une solidarité mondiale**

La crise climatique est mondiale, on le sait depuis longtemps. La crise économique l'est aussi devenue depuis peu et le deviendra davantage. Le cadre libre-échangiste de l'OMC et de l'ALÉNA, et pour les pays dépendants du FMI qui profite de la crise pour prendre du poil de la bête, invite à des solutions compétitives aux dépens des autres nations jusqu'à et y compris la guerre que les pays impérialistes gèrent en commun, malgré leurs rivalités, à travers l'OTAN et le Conseil de sécurité de l'ONU, et dans le cas du Canada et des ÉU, de NORAD. Cette compétition se ressent jusqu'au sein d'un même État, par exemple l'Ouest canadien qui jusqu'à tout récemment imposait une valorisation du huard au détriment de la manufacture de l'Ontario et du Québec mais en partageant à peine sa rente pétrolière.

Dans les pays dépendants, c'est la guerre civile qui sévit ou qui menace. La baisse drastique des prix des ressources naturelles intensifient les guerres barbares pour le contrôle des ressources dans les pays les moins industrialisés comme au Congo et au Soudan. La baisse des exportations manufacturières et de services à partir de l'Asie accentue les tensions au Vietnam et en Chine lesquelles frisent la guerre civile en Thaïlande. Le terrorisme reprend du poil de la bête en Inde menaçant de provoquer des pogroms anti-musulmans. En Amérique du sud, les mouvements scissionnistes pro-impérialistes en Bolivie, au Venezuela et peut-être en Équateur vont pouvoir profiter de la baisse du prix du pétrole et de la crispation bureaucratique des pouvoirs en place, ce qu'illustrent les progrès de la droite réactionnaire lors des élections régionales et municipales vénézuéliennes.

C'est cette course vers le fond du baril (*race to the bottom*) instaurée par la loi de la concurrence dans un contexte libre-échangiste qui explique les fondements de la crise économique, laquelle est en dernière analyse une crise de surproduction envenimée par la crise financière. Une réponse prolétarienne ne peut que faire appel au renforcement de la solidarité des peuples. Les accords de libre-échange n'ont qu'un seul but, la libre circulation des capitaux, que ce soit sous forme d'argent ou de marchandises, au seul bénéfice des pays impérialistes contre les pays dépendants, de la bourgeoisie contre le prolétariat. On ne peut pas les atténuer par des accords parallèles sur l'environnement et le travail car ces règles seraient appliquées par les renards gérant le poulailler. Le FMI ne sera jamais qu'un préfet de discipline des intérêts de l'impérialisme même s'il met de l'eau dans son vin pour le re-corsier à la première occasion.

Toute cette architecture libre-échangiste et guerrière ne peut qu'être abolie. Elle doit être remplacée par une architecture basée sur des échanges commerciaux réciproquement avantageux, non basés sur les prix mondiaux, dont l'ALBA est la prémisse. Dans la Banque du Sud en gestation en Amérique du Sud, un regroupement des réserves de changes et un financement commun de projets

bénéficiant aux peuples et à la solidarité entre nations participantes seraient possibles. Un Québec indépendant appuierait à fond les recommandations du GIEC. Ayant l'expérience de l'oppression nationale, il appuierait les luttes de libération nationale des peuples victimes de guerre et d'occupation par les pays impérialistes dont en premier lieu les peuples irakien, afghan et palestinien.

*11. Se retirer de tous les accords de libre-échange, tels OMC et ALÉNA, et de tous les accords militaires, tels OTAN et NORAD. Entreprendre des démarches pour se joindre à l'ALBA et à la Banque du Sud. Établir des ententes commerciales et financières bilatérales réciproquement avantageuses avec les États qui le veulent. Abolir la dette extérieure des pays dépendants.*

*12. Souscrire aux objectifs maximaux du GIEC étant donné l'aggravation de l'effet de serre au-delà des pronostics du rapport de 2007 et chercher à former un front commun des États pro-GIEC pour que ces objectifs deviennent ceux de l'accord post-Kyoto pour lesquelles une conférence internationale est prévue en 2009 .*

*13. Exiger le retrait total et immédiat des armées d'occupation de l'Irak, de l'Afghanistan et de la Palestine, y compris de Jérusalem-Est, de même que le droit au retour des réfugiées. Dans le cadre d'un Québec sans armée, convertir ce qui serait le budget militaire en fonds de recyclage de l'industrie militaire et en fonds de solidarité pour la reconstruction des pays dévastés par la guerre et l'occupation à hauteur de 1% du PIB.*